

## Plan intervention 1<sup>er</sup> mai 2025

**Chers camarades,**

Ce 1<sup>er</sup> mai est l'occasion de réaffirmer notre opposition à la guerre, à toutes les guerres. *« Toute guerre est un attentat contre la classe ouvrière, elle est un moyen sanglant et terrible de faire diversion à ses revendications »*, disait Léon Jouhaux, secrétaire général de la vieille CGT en 1908.

Les dépenses mondiales d'armement ont atteint en 2024 un niveau record de 2 700 milliards de dollars. Cette hausse considérable a forcément un impact sur les politiques budgétaires des pays. Chez nous, le gouvernement vient d'annoncer, après les 32 milliards de coupes budgétaires sur le budget 2025, plus de 3 milliards supplémentaires d'économies réalisées sur les services publics, dont 500 millions concernent la recherche et l'enseignement supérieur, 100 millions la culture et 100 millions l'enseignement. Et il y a les 40 milliards d'économies annoncées sur le budget 2026 dont 18 concernent la Sécurité sociale. Il faudrait des moyens supplémentaires pour la psychiatrie, pour créer des postes de psychologues, d'infirmières, d'assistantes sociales et de médecins dans les écoles, collèges et lycées. Et le gouvernement fait l'inverse. Il continue de détruire l'enseignement et l'hôpital. Comme seule réponse au drame de « Toutes-aides », il met en place des opérations sécuritaires de contrôle aux abords des collèges et des lycées ! Tout ceci est ignoble !

Bayrou – qui au passage n'hésite pas à couvrir les violences et les viols commis à Betharram – et Macron mènent donc une offensive contre les services publics, la Sécurité sociale, l'hôpital et les garanties et droits des travailleurs. Ils essaient d'associer les organisations syndicales à la mise en place de cette forfaiture. De ce point de vue, nous ne pouvons que nous féliciter de la sortie du conclave de plusieurs organisations syndicales. Ce conclave n'a qu'un seul objectif : détruire le système par répartition et avancer vers la capitalisation de nos retraites. Jamais nous n'accepterons de négocier la longueur de la chaîne et le poids du boulet. Notre place est d'être aux côtés de toutes celles et tous ceux qui se battent pour faire valoir leurs revendications. Je vous informe par exemple que les soignants de plusieurs services du CHU de Nantes – autour des soins intensifs de néonatalogie et de la pédiatrie – ont obtenu par la grève et la mobilisation la création de 8 postes et demi pour améliorer la prise en charge des jeunes patients.

## **Camarades,**

Ce gouvernement est non seulement anti-ouvrier mais il est également raciste. Le meurtre d'Aboubakar Cissé est l'aboutissement d'un climat de haine raciste que le gouvernement laisse prospérer. Julien Odoul, député du RN et récemment condamné par la justice, avait demandé la dissolution de plusieurs organisations. Le petit doigt sur la couture du pantalon, Retailleau vient d'engager une procédure de dissolution « d'Urgence Palestine » qui est connue ici pour son combat contre le génocide à Gaza et la déportation en cours de 2 millions de Gazaouis. Ceci, nous ne l'acceptons pas ! Nous n'acceptons pas non plus le soutien à peine voilé du gouvernement au régime fasciste de Netanyahu.

## **Camarades,**

La situation, ce sont aussi les dizaines de plans de suppressions d'emplois et de licenciements dans l'industrie du département, à Saunier Duval, Aplix, General Electric et j'en passe. À l'échelle nationale, ce sont plus de 200 000 emplois qui sont menacés. Tout ceci est également la conséquence d'une politique de soumission au capital financier de la part du gouvernement. La semaine dernière, nous avons appris la suppression de plus de 600 emplois à Arcelor Mittal (dont 80 à Basse Indre). En 2023, pour vous donner un exemple, Mittal a reçu 300 millions d'argent public, sans aucune condition. Parallèlement, 400 millions d'euros ont été distribués aux actionnaires d'Arcelor Mittal. C'est une constance aujourd'hui, l'argent public finit toujours dans les poches des actionnaires et conduit aux licenciements. C'est sans doute une forme de ruissellement. Que disent Macron et Bayrou de cela ? Rien ou presque ! Il n'y a pour nous qu'une issue pour Arcelor : refuser les suppressions d'emplois et nationaliser Arcelor sans rachat, ni indemnité.

## **Alors pour conclure :**

- Vive la journée internationale des travailleuses et des travailleurs !
- Non aux coupes budgétaires décidées par le gouvernement Bayrou-Macron !
- Oui aux revendications ! Non à l'Union Nationale !
- Non à la guerre ! Non aux massacres à ciel ouvert à Gaza !
- Cessez-le-feu immédiat en Ukraine et ailleurs !